

VIVRE NOS Territoires

Liste soutenue par Europe Écologie Les Verts

Élection sénatoriale
du 27 septembre 2020 en Sarthe

Ensemble pour renforcer la capacité
des territoires à répondre aux défis actuels.



ENGAGEONS-NOUS ENSEMBLE

Madame, monsieur, chères et chers collègues

Pour répondre aux défis actuels, une action publique territoriale forte est fondamentale. Telle est notre profonde conviction, tel est le projet que porte la liste « Vivre nos territoires ».

Cette profession de foi résume le contrat que nous vous proposons pour les six prochaines années tant sur la méthode que sur nos engagements. Elle présente, sans être exhaustive, nos principales propositions pour renforcer la capacité d'action des collectivités, pour réduire les fractures territoriales qui fragilisent notre vivre-ensemble et pour réagir aussi face au défi écologique, en réponse à une crise climatique et à une érosion de la biodiversité qui remettent en cause l'avenir même de nos sociétés.

Ces propositions se sont nourries de notre expérience d'élus locaux mais aussi des échanges que nous avons pu avoir avec certains et certaines d'entre vous. Nous savons que la Sarthe compte **des élus conscients des enjeux, prêts à davantage de solidarité, prêts à mieux répartir les richesses de territoires**, des élus volontaristes et innovants pour lutter contre les exclusions et porter la transition écologique.

Nous vous savons aujourd'hui préoccupés par la crise sanitaire et ses conséquences socio-économiques. Vous serez en première ligne face aux inquiétudes de nos concitoyennes et concitoyens et pour les soutenir dans un moment difficile. Dans ce contexte, encore plus qu'auparavant, nous nous battons à vos côtés pour des dotations adéquates à destination des collectivités, pour une meilleure autonomie

fiscale, le soutien aux emplois aidés et un appui suffisant en termes de fonctionnaires territoriaux. **Ces points sont primordiaux pour permettre une action publique plus que jamais essentielle.** Le Sénat – la véritable chambre des territoires – se doit donc d'être au cœur de cette mobilisation. Face à des institutions nationales qui entendent piloter la France depuis Paris, il a pour mission de veiller à la prise en compte des réalités locales.

Notre liste, animée par des valeurs humanistes, exigeante sur les solidarités et l'écologie, se présente à vous dans une démarche d'ouverture sur la durée, autour d'un engagement fort : **les positions que nous défendrons sur les principales lois seront d'abord travaillées et débattues avec tous les élu.e.s qui souhaiteront s'impliquer dans une dynamique de réflexion collective.** Disposer de sénatrices et sénateurs mandatés par leur territoire contribuera grandement à l'indispensable rénovation des pratiques politiques.

Ce 27 septembre, ce n'est pas un simple soutien que nous vous demandons. Nous vous proposons une démarche innovante, collective et pérenne, une démarche qui inscrit pleinement l'élu.e local.e que vous êtes au cœur de la construction de la loi.

Engageons-nous ensemble.



Les candidat.e.s :
Sophie Bringuay, Hervé Bois, Virginie
Monceaux, Cyrille Froger et Isabelle Sévère



1. Sophie Bringuy
41 ans, Conseillère régionale
des Pays de la Loire



2. Hervé Bois
52 ans, Adjoint au maire
de Bazouges-Cré-sur-Loir



3. Virginie Monceaux
44 ans, Conseillère municipale
de Saint-Mars-la-Brière



4. Cyrille Froger
52 ans, ancien Vice-président
de la Communauté de
communes des Portes du Maine



5. Isabelle Sévère
52 ans, Adjointe au maire
du Mans

Des engagements et un contrat pour les six ans de mandat

*Nos valeurs nous engagent à défendre une société apaisée, redistributrice des richesses produites, protectrice des plus faibles, luttant contre la précarisation des individus et des territoires qui fragilise notre vivre-ensemble. **Ces valeurs guideront, sur les principales lois, les prises de position que nous construirons ensemble au sein d'un forum des élu.e.s de la Sarthe. C'est le contrat que nous vous soumettons.***

En nous appuyant sur votre vécu d'élus locaux, nous suivrons plus particulièrement les enjeux fondamentaux pour les collectivités que sont l'aménagement du territoire et l'environnement, car ce sont ces domaines que Sophie Bringuy connaît plus particulièrement, ayant siégé plus de dix ans dans la commission traitant de ces questions au Conseil régional des Pays de la Loire.

Des engagements sur nos champs d'action prioritaires

DÉFENDRE LA CAPACITÉ D'ACTION DES TERRITOIRES

- Garantir les ressources financières des collectivités et leur capacité d'investissement nécessaire au tissu économique local, réformer les dotations pour renforcer la redistribution des richesses entre territoires.
- Faciliter le montage de projets et soutenir l'ingénierie des territoires ruraux.
- Défendre l'autonomie fiscale du bloc communal, en incluant une refonte des impôts locaux qui doivent être plus égalitaires.
- Créer un vrai statut de l'élu.e local.e, sécurisant les parcours professionnels, la retraite...

AGIR PRIORITAIREMENT POUR L'ÉQUILIBRE ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

- Élaborer des schémas des services publics de proximité, pour garantir l'accès aux soins, aux démarches administratives,
- Lutter contre les fermetures arbitraires de classe et préserver l'équité d'accès à l'éducation.
- Donner la priorité au développement économique des pôles secondaires.
- Soutenir une agriculture agro-écologique au service du territoire.
- Lutter efficacement contre les déserts médicaux, réguler à l'échelle nationale les secteurs d'installation des médecins.
- Accélérer les investissements pour lutter contre les fractures numériques, sanctionner financièrement les opérateurs ne répondant pas à leurs engagements, lancer une stratégie pour une transition numérique responsable.
- Mettre au cœur de l'action publique la construction d'un parcours résidentiel choisi.
- Assurer des offres de mobilité permettant l'accès à l'emploi, aux services et aux loisirs.

RÉPONDRE AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

- S'engager résolument dans la transition énergétique, réduire la part du nucléaire (50% en 2025), financer le développement des renouvelables sur nos territoires.
- Réduire fortement les émissions de gaz à effet de serre (transport, habitat, etc.). Dans cette optique, nous défendrons la création d'une dotation climat pour financer les plans climat territoriaux.
- Préserver le foncier agricole, avec une priorité à l'équité territoriale.

Un contrat de méthode

- Mettre en place un **forum permanent des élu.e.s locaux**, pour mandater nos sénatrices et sénateurs sur les grandes lois et préparer des amendements nourris des expériences locales. Nous pourrions aussi déposer des propositions de loi issues de nos travaux collectifs, en fonction de sujets que nous estimerons ensemble prioritaires.
- **S'inscrire en cohérence avec notre projet sur les dossiers locaux** dont :
 - la création d'un dialogue entre Le Mans et les autres territoires du département sur la répartition des richesses, des services et des activités, avec l'expérimentation des contrats de réciprocité.
 - la relocalisation durable de l'économie, particulièrement en termes d'industrie.
 - la médiation sur des dossiers qui font débat comme certains projets de zones d'activité, le développement des énergies renouvelables, notamment l'éolien.
 - la stratégie pour atteindre un objectif de « zéro artificialisation nette » de notre département.
 - les politiques de réhabilitation du logement, le tourisme durable...